REPUBLIQUE FRANCAISE — DEPARTEMENT DES VOSGES — CIRCONSCRIPTION D'EPINAL



ELECTIONS LEGISLATIVES DU 5 MARS 1967

ELECTRICES, ELECTEURS,

Je ne suis pas candidat de la majorité et je me présente à vos suffrages !

Je n'ignore pas que les tenants du pouvoir font peser la MENACE du « CHAOS » si leur majorité disparaît, et je me présente tout-de-même.

Parce que je suis jeune et que l'avenir me préoccupe plus que le passé, parce que je ne cède pas au chantage de la peur du lendemain, parce que les pressions que subit le pays me font un devoir de dire ce qui ne va pas,

JE ME PRESENTE A VOS SUFFRAGES.

SOYONS LOGIQUES !

En dépit des brevets quotidiens que se décerne le régime par sa presse, par notre Radio et Télévision qu'il utilise abusivement, vous savez, Electrices et Electeurs, comme moi, que les faits démentent ses affirmations.

Savez-vous que ?

Le NIVEAU DE VIE du Français ne s'est pas élevé proportionnellement à l'augmentation du niveau du revenu national

L'INSTABILITE ET L'INSUFFISANCE DE L'EMPLOI sont telles que des milliers de jeunes ont dû quitter les Vosges, que le chômage total ou partiel frappe durement et souvent ?

L'EQUIPEMENT, la RECONVERSION, L'AMENAGEMENT régionaux sont laissés à l'initiative privée d'où échec retentissant dans l'arrondissement d'Epinal ?

Le DRAME DU LOGEMENT est le seul fait de l'Etat qui en fixe des contingents insuffisants et des prix de location ou d'accession trop élevés ?

L'ENSEIGNEMENT et la JEUNESSE n'ont pas été mieux traités et le gouvernement tente de faire oublier les classes surchargées, la fermeture des Ecoles rurales, le retard constant de la construction scolaire, l'insuffisance du nombre de centres d'enseignement technique...

Les EQUIPEMENTS COLLECTIFS (autoroutes, routes, hôpitaux, liaison fluviale Nord-Méditerranée) ont subi de tels retards de réalisation et pèsent si lourdement sur les finances des collectivités que l'économie en est gravement hypothéquée.

Une FISCALITE de plus en plus lourde, une SECURITE SOCIALE (et Allocations Familiales) constamment menacées,

Des ANCIENS COMBATTANTS et Victimes de Guerre presque ignorés,

Des RETRAITÉS et PENSIONNÉS privés de la juste assurance de leurs vieux jours... BREF, d'Immenses perspectives de progrès sacrifiées à la poursuite de CHIMERES !

NOS PROPOSITIONS ECONOMIQUES

Par contre, une nation moderne doit avoir la volonté de développer le bien-être de tous, de répartir équitablement les résultats de la production et de respecter la priorité pour les besoins essentiels : l'enseignement, le logement, la santé.

Aussi nous voulons :

— Un PLAN DEMOCRATIQUE, discuté de la base au niveau national, décidé par le Parlement pour la législature;
— La NATIONALISATION DES INDUSTRIES DE L'ARMEMENT ET DE L'ESPACE et le contrôle de celles qui vivent d'abord des crédits de l'Etat.

Une économie dynamique appuyée par des finances saines qui sont inséparables de la justice fiscale et qui exigent :

— Le relèvement de l'abattement à la base pour l'impôt sur le revenu ;
— La suppression des exonérations que le gaullisme a créées pour les gros revenus et la lutte contre la fraude fiscale ;
— La réforme des droits de succession au profit des héritages modestes ;
— La CREATION D'UNE BANQUE NATIONALE D'INVESTISSEMENTS.

L'AGRICULTURE est un élément fondamental de la vie d'un pays. Elle doit s'intégrer dans l'économie générale.
Aussi nous proposons :

— La RECHERCHE de NOUVEAUX DEBOUCHES pour les produits agricoles par l'élargissement du Marché Commun;
— La HAUSSE des REVENUS AGRICOLES par la modernisation de la production, la réforme de la distribution, le développement de l'enseignement et l'association de l'agriculture aux industries alimentaires;
— L'EXONERATION de l'IMPOT sur le revenu pour les petits exploitants;
— Le développement de la coopération et de l'équipement collectif (eau, habitat, électricité, etc.), la lutte contre le démembrement et contre la hausse des prix du sol.

Nos propositions sociales :

L'augmentation de la production et les progrès de la technique devraient entraîner un relèvement continu du niveau de vie.

— LE DROIT AU TRAVAIL exige le relèvement des salaires, traitements et retraites, la réduction progressive de la durée hebdomadaire du travail, la suppression des zones de salaires, l'indexation du S.M.I.G. sur le coût de la vie et sur la croissance de la production, le plein emploi et une politique préventive de reconversion.

— LE DROIT A LA SANTE exige l'extension et la modernisation du secteur public hospitalier, une aide accrue à la recherche médicale, la généralisation des conventions entre le corps médical et la sécurité sociale.

— LE DROIT AU LOGEMENT exige la construction de 600.000 logements par an, dont 350.000 sociaux.

— Le DROIT A LA SOLIDARITE NATIONALE exige entre autres :

— La reconnaissance des syndicats dans l'entreprise,
— pour les victimes de la guerre et les anciens combattants, le respect du rapport constant,
— pour les rapatriés d'Algérie, l'indemnisation sur la base de la loi de 1946 (dommages de guerre),
— pour les personnes âgées, l'abaissement progressif de l'âge de la retraite et le relèvement des crédits du Fonds national de solidarité,
— pour les familles, l'augmentation et l'unification des allocations familiales,
— pour la femme, l'abrogation des textes qui interdisent le contrôle des naissances et qui s'opposent à la maternité heureuse et volontaire,
— le respect du principe « A travail égal, salaire égal ».

LA JEUNESSE, notre souci majeur !

POUR DONNER AUX JEUNES l'égalité des chances dans la vie et leur apporter le droit à un avenir heureux, il est indispensable de moderniser et de démocratiser l'enseignement, de développer la recherche scientifique et de promouvoir une politique de la jeunesse et des loisirs. Nous réclamons :

— Le développement des CONSTRUCTIONS SCOLAIRES, notamment pour les écoles maternelles et l'enseignement technique ;
— L'augmentation des bourses et l'allocation d'études dans l'enseignement supérieur ;
— La gratuité de l'enseignement avant et pendant la scolarité obligatoire ;
— Le respect de la laïcité de l'école et du devoir essentiel de l'Etat à l'égard de ses écoles.

Pour la RECHERCHE SCIENTIFIQUE, nous exigeons : l'augmentation des crédits pour la recherche fondamentale.

POUR LA JEUNESSE, nous préconisons :
— L'abaissement de la majorité civile et civique à 18 ans ;
— L'abaissement de la durée du service militaire à 12 mois puis à 8 mois ;

NOUS BATIRONS LA PAIX

LA PAIX EST LE BIEN LE PLUS PRECIEUX, la guerre le pire des maux. Nous proposons :
— La RENONCIATION A LA FORCE DE FRAPPE atomique, la reconversion à des fins pacifiques de l'industrie atomique d'armement.
— Une action cohérente de la France en faveur du désarmement général, simultané et contrôté par la participation de notre pays à la Conférence de Genève, la signature des accords de Moscou sur la cessation des essais nucléaires.
— Une action énergique de la France pour la construction d'une Europe des peuples, garantie par l'élection au suffrage universel d'un Parlement européen, élargie à la Grande Bretagne et aux états scandinaves, liée aux peuples de l'Est européen par des institutions communes.

UN CONTRAT DOIT NOUS LIER

Tout dépend aujourd'hui de la volonté d'un seul. NOUS LUI OPPOSONS LA VOLONTE DE TOUS qui doit s'exprimer dans une société de liberté. Pour mettre fin au régime de pouvoir personnel et pour assurer la stabilité dans une démocratie authentique, nous proposons :

— Un contrat entre la majorité de l'Assemblée et le Gouvernement pour la durée de la législature ;
— La liberté de l'information et l'indépendance de la radio télévision à l'égard de tous les pouvoirs ;

Au nom de LA FEDERATION DE LA GAUCHE DEMOCRATE ET SOCIALISTE qui donne l'exemple de l'union et de la simplification de la vie politique, Je VOUS PROPOSE :

Un VERITABLE CONTRAT dont l'application dépend d'abord de vous, de votre volonté de participer directement aux affaires de notre pays, de votre désir d'assurer l'union des forces de gauche et de progrès sur des bases réalistes.

En vous prononçant massivement pour le programme de la Fédération et pour ses candidats, vous vous dresserez contre un régime de pouvoir personnel et de stagnation, et vous vous prononcerez pour la DEMOCRATIE AU SERVICE DE L'HOMME, L'EXPANSION AU SERVICE DE LA JUSTICE et l'EUROPE AU SERVICE DE LA PAIX.

Jean-Louis LEFRANÇOIS
34 ans - Docteur en Médecine
Conseiller Municipal d'EPINAL
CANDIDAT
DE LA FÉDÉRATION DE LA GAUCHE DEMOCRATE ET SOCIALISTE

ELECTRICES, ELECTEURS,

Je serai le remplaçant éventuel de mon ami, le Docteur Jean-Louis LEFRANÇOIS, Conseiller Municipal d'Epinal.

Fils de Charles LEFRANÇOIS, Maire de la reconstruction de CHATEL-sur-MOSELLE, c'est un homme jeune, conscient des responsabilités humaines, averti des affaires publiques, il portera nos espoirs de démocrates et socialistes.

Je lui apporte mon aide, ma confiance parce qu'il est actif, avisé, volontaire. Et le parlementaire de notre circonscription d'EPINAL devra, s'il veut être EFFICACE, faire preuve de nombreuses qualités, que Jean-Louis LEFRANÇOIS possède.

Notre circonscription n'a pas compté ses pertes d'emplois au cours des cinq dernières années.

Les reconversions, les implantations, les constructions sont, hélas, plus rares que les fermetures d'usines totales ou partielles.

Le rôle des parlementaires de notre époque est tel, qu'il faut à la région de la Moyenne Moselle et des Vallées de la Vologne et de la Mortagne, un élu dynamique.

Administrateur municipal depuis de longues années, je crois que la réussite est fonction du travail.

Il en est de même à tous les stades de la gestion publique.

Le Docteur Jean-Louis LEFRANÇOIS sera l'élu dévoué que tous attendent.

Amis de la circonscription, Electrices et Electeurs, vous qui aimez l'efficacité, le sérieux,

V O T E Z pour le Docteur Jean-Louis LEFRANÇOIS.



Pierre BLANCK
Maire - Adjoint d'EPINAL
Ancien Conseiller Général des Vosges

VU : LES CANDIDATS.

Ets HOMEYER - Epinal